

Copie à publier aux annexes au Moniteur belge après dépôt de l'acte au greffe

Reservé
au
Moniteur
belge



25080811

Greffe

N° d'entreprise : **0443 377 892**

Nom

(en entier)

**Association Fédératives des Institutions Catholiques
d'Enseignement de Florennes**

(en abrégé)

AFICEF

Forme légale **ASBL**

Adresse complète du siège **Rue des Récollets, 7b à 5620 Florennes**

Objet de l'acte : Démissions, nominations, modification de dénomination et siège social.

Objet de l'acte :

Démissions et nominations d'administrateurs, modification de dénomination et siège social.

Le 05 avril 2024, lors de l'assemblée générale de l'ASBL AFICEF dûment convoquées, les membres acceptent les démissions de Pierre Bouvy, Charles Godart, Michel Houyoux, Florence Mahieux et Claudine Meurice en qualité d'administrateurs et admettent Véronique Hastir, Jean-Luc Bourguet, Philippe Masson en qualité d'administrateurs.

Le 7 avril 2024, l'assemblée générale décide à l'unanimité des membres présents de modifier la dénomination de l'ASBL : Œuvres Paroissiales de Florennes en abrégé OPF.

Le 7 avril 2024, l'assemblée générale décide à l'unanimité des membres présents de modifier le siège social qui est établi en Belgique, en région wallonne à l'adresse 3, rue du Chapitre à 5620 Florennes

Le 7 avril 2024, l'assemblée générale décide à l'unanimité des membres présents de modifier le but social de l'ASBL. L'association poursuit comme but désintéressé en dehors de tout lucre, de contribuer au développement de la communauté chrétienne de la paroisse de Florennes. L'association promeut le culte de l'Église catholique et de sa pastorale, en aidant et en apportant son soutien aux personnes chargées du service ecclésial. Elle poursuit également le but philanthropique de lutte contre l'exclusion sociale.

Les statuts se présentent dorénavant comme suit :

TITRE I – Dénomination, siège social et durée

Article 1er - L'association est dénommée Œuvres Paroissiales de Florennes en abrégé OPF.

Article 2 – Le siège social de l'ASBL est établi en Région Wallonne, dans l'arrondissement judiciaire de Dinant.

L'Organe d'Administration a le pouvoir de déplacer le siège social en Belgique, à condition de rester dans la même région linguistique. Si, en raison du déplacement du siège social, la langue des statuts doit être modifiée, l'assemblée générale est seule habilitée à prendre cette décision conformément aux règles prescrites pour la modification des statuts.

Les administrateurs de l'ASBL peuvent élire domicile au siège de l'ASBL pour tout ce qui touche à l'exercice de leur mandat. Cette élection de domicile est opposable aux tiers aux conditions fixées par le CSA.

L'association a pour adresse mail : doyennephiflo@hotmail.com

Article 3 - L'association est constituée pour une durée illimitée. Elle peut, en tout temps, être dissoute.

TITRE II – But et Objet social

Article 4 – L'association poursuit comme but désintéressé en dehors de tout lucre, de contribuer au développement de la communauté chrétienne de la paroisse de Florennes. L'association promeut le culte de l'Église catholique et de sa pastorale, en aidant et en apportant son soutien aux personnes chargées du service ecclésial. Elle poursuit également le but philanthropique de lutte contre l'exclusion sociale.

Article 5 - Elle a pour objet, sans que cette liste ne soit exhaustive :

-Le soutien aux associations, qui organisent des activités de toute nature qui contribuent au développement religieux, culturel et social, ainsi qu'au bien-être général de la population.

-Le soutien à l'enseignement libre à caractère confessionnel catholique.

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 26/06/2025 - Annexes du Moniteur belge

Mentionner sur la dernière page du Volet B

Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type « Mention »)

-La gestion, l'acquisition, la vente ou l'aliénation, complète ou partielle, de terrains, d'immeubles ou de ses démembrements que l'Asbl détient ou peut détenir en propriété ou en jouissance.

-La mise à disposition des terrains et bâtiments (des immeubles), ou parties de ceux-ci, dont elle dispose aux écoles de l'enseignement libre et à toute personne physique ou morale, qui lutte contre l'exclusion sociale. Ces mises à disposition feront ou pourront faire l'objet d'une convention écrite de type prêt à usage, bail ordinaire, bail emphytéotique ou autre.

-L'entretien ordinaire et extraordinaire des biens meubles ou immeubles ou de terrains que l'Association occupe.

Elle peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son but et elle poursuit la réalisation de son objet par tout moyen. Elle peut notamment prêter son concours et s'intéresser à toute activité similaire à son but.

Elle ne peut distribuer, ni procurer, directement ou indirectement, un quelconque avantage patrimonial à ses fondateurs, ses membres, ses administrateurs ni à toute autre personne, sauf dans le but désintéressé déterminé par ces statuts.

L'association pourra posséder soit en jouissance, soit en propriété, tous les biens meubles et immeubles nécessaires à la réalisation de ses buts.

TITRE III - Membres

Article 6 - L'association est dotée d'une personnalité juridique. Elle est composée uniquement de membres effectifs qui peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Le nombre de membres effectifs est illimité.

Seuls les membres effectifs jouissent de la plénitude des droits accordés aux membres par la loi et les présents statuts.

Article 7 - Sont membres effectifs :

- 1) Les comparants au présent acte ;
- 2) Le doyen en vertu de sa qualité de membre de droit ; ou à défaut, l'Evêché de Namur, qui désignera la personne physique chargée de le représenter ;
- 3) Toutes personnes morales ou physiques intéressées par le but de l'association et qui s'impliquent dans la gestion de l'association, et s'engageant à respecter ses statuts et son règlement d'ordre intérieur, adressant une demande, par courrier ordinaire ou électronique, à l'organe d'administration qui soumet la candidature à la prochaine assemblée générale. Une personne morale désigne la personne physique chargée de la représenter ;

Article 8 - Les membres sont libres de se retirer à tout moment de l'association en adressant par écrit, par courrier ordinaire ou courrier électronique, leur démission à l'organe d'administration de l'association.

Article 9 - Est réputé démissionnaire, révoqué ou exclu :

- 1) Le membre effectif qui ne remplit plus les conditions d'admission.
- 2) Le membre effectif qui n'assiste pas ou qui ne se fait pas représenter à 3 assemblées générales consécutives.
- 3) Le membre effectif qui, par ses paroles ou agissements, pourrait entacher l'honorabilité, la crédibilité ou la considération dont doit jouir l'association.
- 4) Le membre effectif qui serait responsable d'initiative ou de démarche non consensuelle vis-à-vis des pouvoirs publics, des administrations ou des différents acteurs de la vie politique ou sociale.

L'exclusion du membre effectif ne peut être prononcée que par l'assemblée générale, au scrutin secret, à la majorité des deux tiers des voix exprimées si au moins deux tiers des membres sont présents ou représentés à l'assemblée générale.

Article 10 - Le membre démissionnaire, suspendu ou exclu, ainsi que les créanciers, les héritiers ou ayants-droits du membre décédé ou failli (pour une personne morale), ne peuvent prétendre aux avoirs de l'association et ne peuvent réclamer le remboursement des cotisations qui ont été versées.

Article 11 - L'organe d'administration tient un registre des membres effectifs conformément au Code des sociétés et des associations. Ce registre reprend le nom, le prénom et le domicile de chaque membre ou, lorsqu'il s'agit d'une personne morale, la dénomination, la forme juridique et l'adresse du siège social.

L'organe d'administration inscrit toutes les décisions d'admission, de démission ou d'exclusion des membres dans ce registre endéans les huit jours de la connaissance de la décision.

Tous les membres peuvent consulter, sans déplacement et au siège social de l'association, le registre des membres sur simple demande écrite et motivée et adressée à l'organe d'administration de l'association, avec lequel ils conviennent d'une date et d'une heure de consultation du registre, mais sans déplacement du registre.

Article 12 - Les membres ne contractent aucune obligation personnelle relative aux engagements de l'association.

Ils ne sont responsables que des fautes commises dans l'accomplissement de leur mandat.

Article 13 - Les membres effectifs ne sont astreints à aucun droit d'entrée ni cotisation.

Ils exercent leur mandat à titre gratuit. Ils peuvent être remboursés des frais qu'ils engagent dans l'exercice de leur mandat.

TITRE IV - Assemblée générale

Article 14 - L'assemblée générale est composée de tous les membres effectifs de l'association.

Article 15 - L'assemblée générale possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi ou les présents statuts. Sont notamment réservées à sa compétence : la modification des statuts, la nomination et la révocation des administrateurs, le cas échéant, la nomination et la révocation des commissaires et la fixation de leur rémunération dans les cas où une rémunération est attribuée, la décharge à octroyer aux administrateurs et aux commissaires, le cas échéant, l'approbation des budgets et des comptes, la dissolution volontaire de l'association, l'admission et l'exclusion des membres, la transformation de l'ASBL en AISBL, en société coopérative agréée comme entreprise sociale et en société coopérative entreprise sociale agréée, toutes les hypothèses où les statuts l'exigent.

Article 16 - Il doit être tenu au moins une assemblée générale chaque année, au cours du premier semestre qui suit la clôture de l'exercice.

L'organe d'administration peut prévoir la possibilité pour les membres de participer à distance à l'assemblée générale grâce à un moyen de communication électronique mis à disposition par l'ASBL selon des modalités prévues dans le Code des Sociétés et Associations et dans le Règlement d'ordre intérieur, le cas échéant.

L'association peut être réunie en assemblée générale extraordinaire à tout moment par décision de l'organe d'administration, notamment à la demande d'un cinquième au moins des membres effectifs. Dans ce cas, l'organe d'administration convoque l'assemblée générale dans les vingt et un jours de la demande de convocation et l'assemblée générale se tient au plus tard le quarantième jour suivant cette demande.

Article 17 - Tous les membres effectifs doivent être convoqués à l'assemblée générale par l'organe d'administration par courrier ordinaire ou par courrier électronique. Le courrier est adressé quinze jours au moins avant l'assemblée générale.

La convocation mentionne l'heure, le jour, le lieu de la réunion et l'ordre du jour.

Toute proposition signée par au moins un vingtième des membres est portée à l'ordre du jour pourvu qu'elle soit communiquée aux membres au minimum quinze jours à l'avance.

Article 18 - Chaque membre effectif a le droit d'assister à l'assemblée. Seuls les membres effectifs ont le droit de vote. Chacun d'eux dispose d'une voix.

En cas d'empêchement d'un membre, il peut se faire remplacer par un autre membre effectif, sans que celui-ci ne puisse être porteur de plus d'une procuration.

Article 19 - L'assemblée générale peut être présidée par le Président de l'organe d'administration ou par un administrateur désigné à cet effet.

Article 20 - L'assemblée générale ne peut valablement délibérer que si la moitié des membres sont présents ou représentés, sauf les exceptions prévues par la loi ou les présents statuts.

Les décisions de l'assemblée générale sont adoptées à la majorité absolue des voix régulièrement exprimées, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par la loi ou les présents statuts.

En cas de partage des voix, celle de celui qui préside la séance est prépondérante.

Les votes nuls ou blancs ainsi que les abstentions ne sont pas pris en compte pour le calcul des majorités.

Article 21 - L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur la dissolution de l'association, sur la modification des statuts, sur l'exclusion des membres ou sur la transformation en société coopérative agréée comme entreprise sociale et en société coopérative entreprise sociale agréée que conformément aux conditions spéciales de quorum de présence et de majorité requises par le Code des sociétés et des associations.

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer et statuer sur les modifications statutaires que si les modifications proposées sont annexées avec précision à la convocation et si au moins deux tiers des membres sont présents ou représentés à l'assemblée générale. Une modification ne peut être admise que si elle a réuni les deux tiers des voix exprimées sans qu'il ne soit tenu compte des abstentions au numérateur, ni au dénominateur. L'assemblée générale ne peut délibérer valablement sur des points qui ne sont pas mentionnés à l'ordre du jour, sauf si la majorité absolue des membres effectifs présents estime que l'urgence empêche de les reporter. Toutefois, la modification qui porte sur l'objet ou le but désintéressé de l'association peut seulement être adoptée à la majorité des quatre cinquièmes des voix des membres présents ou représentés, sans qu'il soit tenu compte des abstentions au numérateur, ni au dénominateur.

Il peut être convoqué une seconde assemblée générale qui pourra délibérer valablement, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés. La seconde assemblée générale ne peut être tenue moins de quinze jours après la première rencontre.

Article 22 - Les décisions de l'Assemblée générale sont signées par le président de séance ou un administrateur et consignées dans un registre de procès-verbaux. Ce registre est conservé au siège social où tous les membres peuvent en prendre connaissance sur simple demande écrite et motivée adressée à l'organe d'administration, avec lequel ils conviennent d'une date et d'une heure de consultation du registre, mais sans déplacement du registre.

TITRE V - Organe d'administration

Article 23 - L'association est administrée par un organe d'administration composé de trois personnes au moins, nommées par l'assemblée générale pour une durée de 6 ans. Il peut être renouvelé par tacite reconduction pour une même durée et est en tout temps révocable par l'association.

Article 24 - Tout administrateur qui veut démissionner doit signifier sa démission par écrit à l'organe d'administration. En cas de démission d'un administrateur, l'assemblée générale est convoquée pour pourvoir à son remplacement.

Si la démission a pour effet de porter le nombre d'administrateurs à un nombre inférieur au minimum légal ou statutaire, l'administrateur reste en fonction jusqu'à son remplacement. Un administrateur absent à plus de 3 réunions de l'organe d'administration sans justification est présumé démissionnaire.

Tout administrateur démissionné ou démissionnaire reste toutefois responsable en tant qu'administrateur, tant que sa démission n'a pas été actée par l'assemblée générale.

Article 25 – En cas de vacance de la place d'un administrateur avant la fin de son mandat, les administrateurs restants ont le droit de coopter un nouvel administrateur.

Article 26 – L'organe d'administration peut désigner parmi ses membres un président, un vice-président, un trésorier et un secrétaire. En cas d'empêchement du président, ses fonctions sont assumées par un vice-président ou par un administrateur désigné à cet effet.

Article 27 – L'organe d'administration se réunit chaque fois que les nécessités de l'association l'exigent et chaque fois qu'un de ses membres en fait la demande. Les convocations sont envoyées par le président, le secrétaire ou, à défaut, par un administrateur, par courrier ordinaire ou par courrier électronique.

La convocation mentionne l'heure, le jour, le lieu de la réunion et l'ordre du jour.

En cas d'empêchement d'un administrateur, il peut se faire remplacer par un autre administrateur sans que celui-ci ne puisse être porteur de plus d'une procuration.

Un administrateur qui, dans le cadre d'une décision à prendre, a un intérêt direct ou indirect de nature patrimoniale qui est opposé à celui de l'association doit en informer les autres administrateurs avant que l'organe d'administration ne prenne une décision.

L'administrateur ayant un conflit d'intérêts visé à l'alinéa précédent ne peut prendre part aux délibérations de l'organe d'administration concernant ces décisions ou ces opérations, ni prendre part au vote sur ce point. Si la majorité des administrateurs présents ou représentés rencontre un conflit d'intérêts, la décision ou l'opération est soumise à l'assemblée générale. En cas d'approbation de la décision ou de l'opération par celle-ci, l'organe d'administration peut les exécuter.

Article 28 – L'organe d'administration peut valablement délibérer si au moins la moitié des membres sont présents ou représentés, sauf les exceptions prévues par la loi ou les présents statuts.

Les décisions de l'organe d'administration sont adoptées à la majorité absolue des votes régulièrement exprimés, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par la loi ou les présents statuts.

En cas de partage des voix, celle de celui qui préside la séance est prépondérante.

Article 29 – Les décisions de l'organe d'administration sont signées par le président de séance ou un administrateur et consignées dans un registre de procès-verbaux. Ce registre est conservé au siège social où tous les membres peuvent en prendre connaissance sur simple demande écrite et motivée adressée à l'organe d'administration, avec lequel ils conviennent d'une date et d'une heure de consultation du registre, mais sans déplacement du registre.

Article 30 – L'organe d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Seuls sont exclus de sa compétence les actes réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale.

Article 31 – L'organe d'administration peut déléguer sous sa responsabilité la gestion journalière et la représentation de l'association avec usage de la signature y afférant à un ou plusieurs de ses membres ou à un tiers. S'ils sont plusieurs, ils peuvent agir individuellement ou conjointement. À défaut, la gestion journalière de l'association est assurée par un administrateur désigné à cet effet.

Article 32 – L'organe d'administration représente l'association dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires. Il peut toutefois confier cette représentation à un organe de représentation composé d'un ou plusieurs administrateur(s) et/ou à un ou plusieurs tiers à l'association agissant, selon le cas, individuellement ou conjointement.

Vis-à-vis des tiers, l'association est représentée par les signatures conjointes de deux administrateurs, dont le Président, sauf si l'organe d'administration a désigné un administrateur pour une mission définie. En cas de vacance du Président, le trésorier sera habilité à engager l'association conjointement avec un autre administrateur.

Article 33 – Les administrateurs, les personnes déléguées à la gestion journalière ainsi que les personnes habilitées à représenter l'association ne contractent, en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relative aux engagements de l'association.

TITRE VI – Règlement d'ordre intérieur

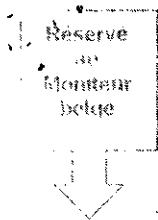
Article 34 – Un règlement d'ordre intérieur pourra être présenté par l'organe d'administration à l'assemblée générale. Des modifications à ce règlement pourront être apportées par une assemblée générale, statuant à la majorité absolue des membres présents ou représentés. Il est soumis à la signature de tous les membres effectifs.

TITRE VII – Comptes et budgets

Article 35 – L'organe d'administration établit les comptes de l'année écoulée selon les dispositions légales en vigueur, ainsi que les budgets de l'année suivante et les soumet à l'approbation de l'assemblée générale annuelle.

TITRE VIII – Dispositions diverses

Article 36 – L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre.



Article 37 – L'assemblée générale pourra désigner un commissaire ou un vérificateur aux comptes chargé de vérifier les comptes de l'association et de lui présenter un rapport annuel.

Article 38 – Pour toute opération ayant trait au patrimoine de l'association, tant lors de l'acquisition ou de la vente que dans tout acte visant à garantir la bonne gestion dudit patrimoine en accord permanent avec l'Eglise diocésaine de Namur, l'Organe d'Administration contactera l'Evêché de Namur afin d'avoir son aval avant d'entreprendre toute démarche officielle.

Article 39 – Tous les actes sont déposés dans les plus brefs délais au greffe du tribunal de l'entreprise compétent, en vue d'être publiés au Moniteur Belge.

Article 40 – Sauf dissolution judiciaire, seule l'assemblée générale peut prononcer la dissolution de l'association conformément au Code des sociétés et des associations.

En cas de dissolution de l'association, l'assemblée générale peut désigner le ou les liquidateurs. Elle détermine leurs pouvoirs et indique l'affectation à donner à l'actif net de l'avoir social.

Cette affectation doit obligatoirement être faite en faveur d'une association qui poursuit un but similaire et à des fins désintéressées, et sera déterminée par l'assemblée générale ou l'Evêque de Namur.

Article 41 – Tout ce qui n'est pas prévu explicitement aux présents statuts est réglé par la loi, le Code des sociétés et des associations.

L'assemblée générale désigne et nomme en qualité d'administrateurs : Francis Biston, Jean-Luc Bourguet, Joseph Goffin, Véronique Hastir, Philippe Masson qui acceptent ce mandat.

L'organe d'administration se présente comme suit :

Président : Philippe Masson

Vice-président : Joseph Goffin

Trésorier : Jean-Luc Bourguet

Secrétaire : Francis Biston

Administratrice : Véronique Hastir

Fait à Florennes, le 10 juin 2025

Philippe Masson,

Président